Conseil national du sida
et des hépatites virales
14 avenue Duquesne
75350 PARIS 07 SP
www.cns.sante.fr

DÉCLARATION DU CNS · JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA 2026

2030 À L'ÉPREUVE DU DÉSENGAGEMENT

À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le VIH/sida, le Conseil national du sida et des hépatites virales (CNS) alerte sur le désengagement observé, en France comme sur le plan international, dans la lutte contre le VIH. Alors que la France vient de réaffirmer l'objectif d'élimination de la transmission du VIH d'ici 2030 dans la feuille de route 2026-2030 de la Stratégie nationale de santé sexuelle (SN2S), non seulement l'épidémie n'est pas terminée mais l'accès à la prévention, au dépistage et aux soins recule.

Moins de moyens face à une épidémie qui perdure

Malgré les progrès du dépistage et de la prise en charge, le nombre de nouvelles infections ne diminue plus en France : il est estimé à 3 464 en 2025, un niveau stable depuis 2023, et 8 463 personnes vivraient avec le VIH sans le savoir[1]. À l'échelle mondiale, alors que 1,2 million de personnes ont été nouvellement infectées en 2025 et que les nouvelles infections progressent dans 21 pays, les financements internationaux consacrés au VIH ont reculé de 18 %[2]. Dans le même temps, **le nombre de personnes ayant recours à la prophylaxie pré-exposition (PrEP) a chuté de 38 % en un an** dans les 62 pays disposant de données[3]. **La France** elle-même **a réduit de plus de moitié sa contribution** au Fonds mondial pour la période 2026-2028. Sur le territoire national, les financements des associations, en première ligne auprès des personnes les plus éloignées du système de santé, ont diminué et la campagne nationale de prévention du VIH se résume cette année, pour des raisons budgétaires, à la simple rediffusion d'une campagne existante.

Discriminations, répression, précarité : autant d'obstacles à l'accès

Le lénacapavir, PrEP injectable semestrielle, ouvre des perspectives inédites : un premier générique vient d'être autorisé, au prix d'environ 40 dollars par personne et par an dans 120 pays à revenu limité[4]. **En France**, cet outil de prévention **reste pourtant inaccessible en dehors d'un essai clinique**, plus d'un an après son autorisation européenne. Son bénéfice en santé publique demeure subordonné au recours effectif des personnes les plus exposées. Or les discriminations accroissent leur vulnérabilité au VIH et les éloignent du dépistage et des soins. La **criminalisation croissante des populations clés** en est l'illustration la plus brutale : en 2026, le Sénégal a doublé les peines réprimant l'homosexualité, le Niger l'a pénalisée pour la première fois et le Parlement ghanéen a adopté une loi réprimant l'homosexualité et sa « promotion ». En France, les discriminations à l'encontre des personnes vivant avec le VIH perdurent et demeurent un obstacle majeur à l'exercice effectif de leurs droits. Les déterminants sociaux de santé pèsent tout autant : **la moitié des personnes nées à l'étranger ayant découvert leur séropositivité en 2025 a été contaminée après son arrivée en France**, et les groupes sociaux en situation de vulnérabilité restent plus souvent diagnostiqués tardivement[5]. Renforcer l'accès aux droits est donc une condition *sine qua non* de l'accès à la prévention et du contrôle de l'épidémie.

Le CNS appelle les pouvoirs publics à une **remobilisation politique et financière** à la hauteur de l'objectif 2030 : garantir des moyens pérennes aux acteurs communautaires, assurer un accès rapide et équitable aux innovations de prévention, et préserver l'accès effectif aux droits et aux soins, en France comme à l'échelle internationale. La fin de l'épidémie demeure un horizon atteignable ; elle ne le restera qu'au prix d'un engagement constant.

---

[1] Santé publique France. *Surveillance du VIH en France en 2025*. Bulletin, édition nationale, 5 novembre 2026.
[2] ONUSIDA. *Global HIV response falters as reemergence looms*, communiqué du 27 juillet 2026.
[3] ONUSIDA. *United to end AIDS*, Global AIDS Brief, juin 2026.
[4] Unitaid. *U.S. FDA approves first generic injectable lenacapavir for HIV prevention*, communiqué du 2 novembre 2026.
[5] Santé publique France, bulletin du 5 novembre 2026, *op. cit.*